

le **Journal** ⁴⁰ FB du mardi

ENQUÊTE

Réseau de Zandvoort
Ce que les Pays-bas
ont tenté de cacher

News magazine • n°15 • semaine du 7 au 13 septembre 1999

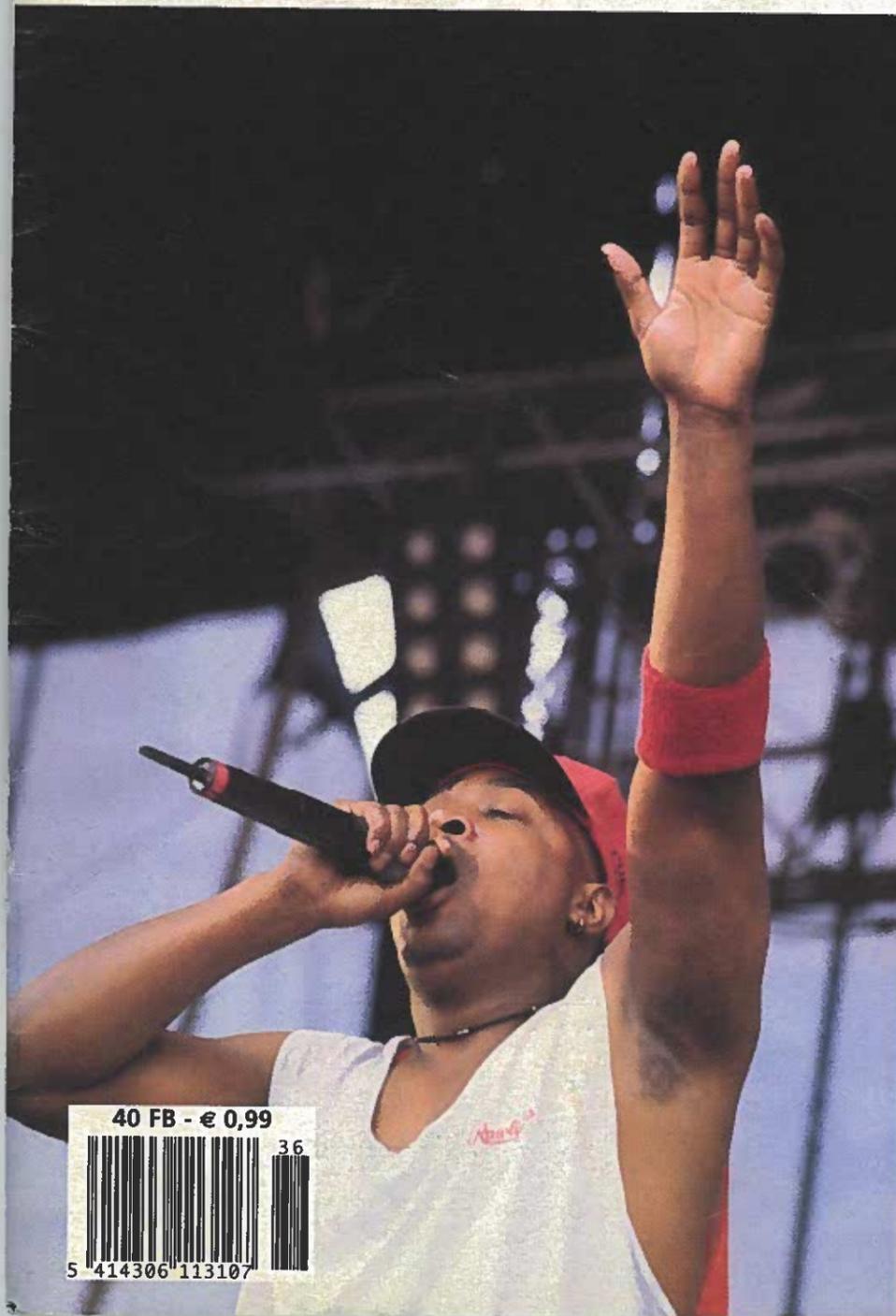


*1W
P/17874
1377211*

MP3

LE CD DANS LES MAILLES DU NET

VLAAMS BLOK ET SI LA FLANDRE DÉBLOKAIT?



40 FB - € 0,99



36

5 414306 113107

ET SI LA FLANDRE DÉBLOK

C'est l'ultime conséquence de la redistribution des cartes du 13 juin, qui en Flandre a envoyé le CVP dans l'opposition... seul avec le Vlaams Blok! De peur de perdre des majorités communales lors des élections prévues en octobre 2000, des voix s'élèvent au sein du parti social-chrétien flamand pour évacuer les derniers décombres de la doctrine du "cordon sanitaire", par laquelle les formations politiques démocratiques s'interdisaient de collaborer avec les partis xénophobes. Aujourd'hui, la Flandre est donc à la croisée des chemins. Ce qui relance également le débat sur la place accordée aux partis antidémocratiques dans les médias.

● par Laurent ARNAUTS

C'était dans l'air depuis le lendemain des élections, et de fait, ça n'a pas tardé. C'est **Herman Suykerbuyk**, vieux routier du CVP, retiré de la politique active après plus de trente ans de vie parlementaire, et surtout connu pour avoir régulièrement relancé le débat

au bureau de son parti, rappelant que le Vlaams Blok est "anti-chrétien, anti-humaniste et anti-démocratique". En conséquence de quoi toute coalition, tout accord politique, toute concertation formelle ou informelle dans la majorité ou dans l'opposition, sont proscrites à peine d'exclusion du parti.

bureau du CVP sur ce terrain-là est présentée comme une hypocrisie. Ce qui est au moins partiellement vrai, si l'on veut bien se rappeler que le discours de certains poids lourds de ce parti, mais aussi par exemple du VLD (les libéraux flamands de **Guy Verhofstadt**) et du SP (les socialistes flamands) se rapprochait de plus en plus de celui du Blok, qu'il s'agisse des étrangers, de la sécurité ou de l'avenir de la Flandre. Et si l'on veut bien se rappeler également que la doctrine du "cordon sanitaire" avait déjà du plomb dans l'aile depuis belle lurette, beaucoup de parlementaires flamands n'hésitant plus à voter des motions portées par le Vlaams Blok, les Jeunes CVP étant allés jusqu'à organiser des assemblées communes avec les Jeunes Blokkers, et on en passe. Loin d'exclure l'idée même de coalitions avec le Blok, M. Ruys expose au contraire "qu'il n'est effectivement pas impossible que le parti soit dans l'obligation, après les élections communales de l'année prochaine, de conclure des accords de majorité avec le Blok, s'il ne veut pas être renvoyé dans l'opposition par une coalition

mais "surtout" parce qu'il s'agit d'un parti séparatiste et républicain, il estime néanmoins que "Le CVP et le Blok ont des points de vue différents. Aussi en ce qui concerne la réforme de l'Etat. Les chrétiens-démocrates oeuvrent pour l'amélioration du fédéralisme ou - c'est la limite extrême - pour une Belgique confédérale. Les radicaux de droite défendent l'idée d'une Flandre indépendante au sein de l'Union européenne." C'est cette divergence et elle seule qui semble privilégiée par l'auteur, qui n'évoque ni la xénophobie ni l'hostilité au régime démocratique du Blok, pour conclure que "dans la poursuite de ces objectifs fondamentalement différents la collaboration n'est pas possible". Pas de collaboration? Nuance. Selon **Manu Ruys**, "Une concertation flamande à cet égard est nécessaire, mais à ce stade il est préférable que celle-ci ait lieu en-dehors et au-dessus des partis, dans les groupes de pression indépendants, dans les centres d'études des organisations socio-économiques. C'est là que l'on peut rechercher un rapprochement, un consensus stratégique, une influence

"Le Mouvement flamand ne parvient manifestement pas à se débarrasser de ses vi

sur l'amnistie qu'il réclame pour les collaborateurs de la seconde guerre mondiale, qui a ouvert le feu. En plaidant pour une collaboration entre le CVP et le Vlaams Blok dans le cadre de l'opposition, il a ouvert la voie à **Johan Weyts**, un député régional flamand qui s'est récemment illustré en entretenant des relations particulièrement suivies avec le lobby des casinos, et en réclamant également une amnistie, cette fois pour les délinquants fiscaux, à l'aube de la fameuse affaire KB-Lux. En chœur avec la députée fédérale **Gisèle Debever**, ce dernier n'a en effet pas hésité à plaider pour des coalitions en bonne et due forme avec le parti raciste. Le président - sortant - du CVP, **Marc Van Peel**, a réagi au quart de tour. Sans laisser au ballon d'essai le temps de s'élever, il a fait voter une motion

Exemplaire, si l'on compare cette attitude aux attermoissements de la droite française face au Front National de **Jean-Marie Le Pen**. Les boutefeux, pas fous, ont donc prestement renouvelé leur adhésion aux principes ainsi réaffirmés. Ce n'était cependant que partie remise. L'encre de la motion n'était pas encore sèche que **Manu Ruys**, ancien rédacteur en chef du quotidien catholique *De Standaard*, et figure respectée et écoutée du Mouvement flamand, en proposait la semaine dernière une autre lecture, nettement plus équivoque. M. Ruys a certes intitulé la tribune libre qu'il signe dans son ancien journal "Le CVP et le Blok ne peuvent collaborer". Mais nulle préoccupation morale ne semble à l'origine de ce constat. Bien au contraire, la prise de position du

verte-violette". En conséquence, il est d'avis que le CVP a effectué "un virage trop serré" sur cette question, qu'il pourrait être amené à regretter bientôt. Pourquoi dès lors M. Ruys se prononce-t-il tout de même contre une collaboration entre le CVP et le Vlaams Blok? Pour des raisons purement tactiques. Parce que "Le CVP ne doit plus perdre son âme dans des accords malsains et des compromis dévalorisants. Il peut et doit se différencier des autres partis. La séparation actuelle ne doit pas être réduite ni supprimée. D'ailleurs, le Vlaams Blok n'a pas non plus intérêt à prendre une position tactique de nature à le faire apparaître comme moins radical auprès de l'électeur". Considérant que le Blok n'est pas seulement "diabolisé" en raison du racisme de son programme,

tactique. Les gouvernements et les parlements ne bougeront que si c'est d'ailleurs, de façon concertée, qu'une pression est exercée sur les politiques. Les partis eux-mêmes ne doivent pas affadir leur profil dans des tentatives infructueuses de collaboration". Ce qui revient à dire que seuls les collaborations entre appareils de parti seraient à proscrire, et encore, seulement en raison de considérations tactiques... Compte tenu du fait que M. Ruys s'est toujours comporté en démocrate convaincu, on aura compris combien le débat reste ouvert en Flandre, et qu'il ira sans doute en s'intensifiant à mesure qu'approcheront les échéances électorales. Surtout, il illustre, cette fois de manière dramatique, que le Mouvement flamand ne parvient manifestement pas à se

débar
nom
mand
vue d
à l'au
comm
d'une
table
belge)
en qu
compr
Mais c
tion d
y enc
dém
et n'
prend
ber le
l'unité
culs p
ront"
La qu
avec
cepen
cupati
média
consci
Bien e
débat
un se

cés da
prouv
sens
homr
de ref
mise
d'idée
la dé
signifi
parole
autan
l'asso
efficac
média
voire
Concr
que t
droite
dém
Parce
grand
ainsi

BLOKAIT?

... qu'il s'agit d'un républicain, il est... "Le CVP et le Blok... différents. Aussi... la réforme de... démocrates... euation du fédéralis... extrême - pour... dérale. Les radi... l'idée d'une... te au sein de... C'est cette diver... qui semble privilé... i n'évoque ni la... stilité au régime... ok, pour conclure... de ces objectifs... différents la colla... ssible".
? Nuance. Selon... concertation fla... est nécessaire,... t préférable que... hors et au-dessus... groupes de pres... dans les centres... ations socio-éco... que l'on peut... rochement, un... e, une influence

débarrasser de ses vieux démons. Au nom de la recherche d'un "front flamand" aussi large que possible, en vue de la réalisation d'un objectif qui à l'aube du XXI^{ème} siècle apparaît comme quasi-mythologique (la quête d'une "nation" flamande aussi discutable que la "nation" française... ou belge), pour certains aucune remise en question n'est tolérée, toutes les compromissions semblent possibles. Mais on veut croire, et la prise de position claire des dirigeants du CVP nous y encourage malgré tout, que les démocrates flamands se ressaisiront, et n'auront pas l'aveuglement de prendre le pari fou de vouloir absorber le Blok, que ce soit au nom de l'unité flamande ou en raison de calculs politiques. Bref, qu'ils "débloqueront" dans le bon sens.
La question des rapports à entretenir avec les élus d'extrême-droite n'est cependant pas seulement une préoccupation d'états-majors de partis. Les médias, ont le même problème de conscience.
Bien qu'il y ait à ce propos matière à débat (la variété des arguments dans un sens comme dans un autre avan-

... débarrasser de ses vieux démons"

nements et les... front que si c'est... concertée, qu'une... ur les politiques... ne doivent pas... des tentatives... laboration". Ce... seuls les colla... areils de parti... t encore, seule... nsidérations tac-

ue M. Ruys s'est... en démocrate... mpris combien... en Flandre, et... s'intensifiant à... theront les... ts. Surtout, il... manière drama... ent flamand ne... ent pas à se

cés dans le cadre du dossier qui suit le prouve), l'attitude qui doit à notre sens être celle du citoyen, qu'il soit homme politique ou journaliste, est de refuser de prêter son concours à la mise en œuvre ou à la propagation d'idées qui visent à détruire ou miner la démocratie. Concrètement, cela signifie que l'on ne peut donner la parole à l'extrême-droite que pour autant que l'on soit certain de pouvoir l'assortir d'une critique effective et efficace. Ce qui dans le cas des médias audiovisuels est très difficile, voire impossible à réaliser. Concrètement, cela signifie également que toute collusion avec l'extrême-droite ou tout autre mouvance antidémocratique doit être proscrite. Parce que c'est le vice qui tire le plus grand profit de l'hommage qu'il rend ainsi à la vertu. ■

► Jean-François Kahn

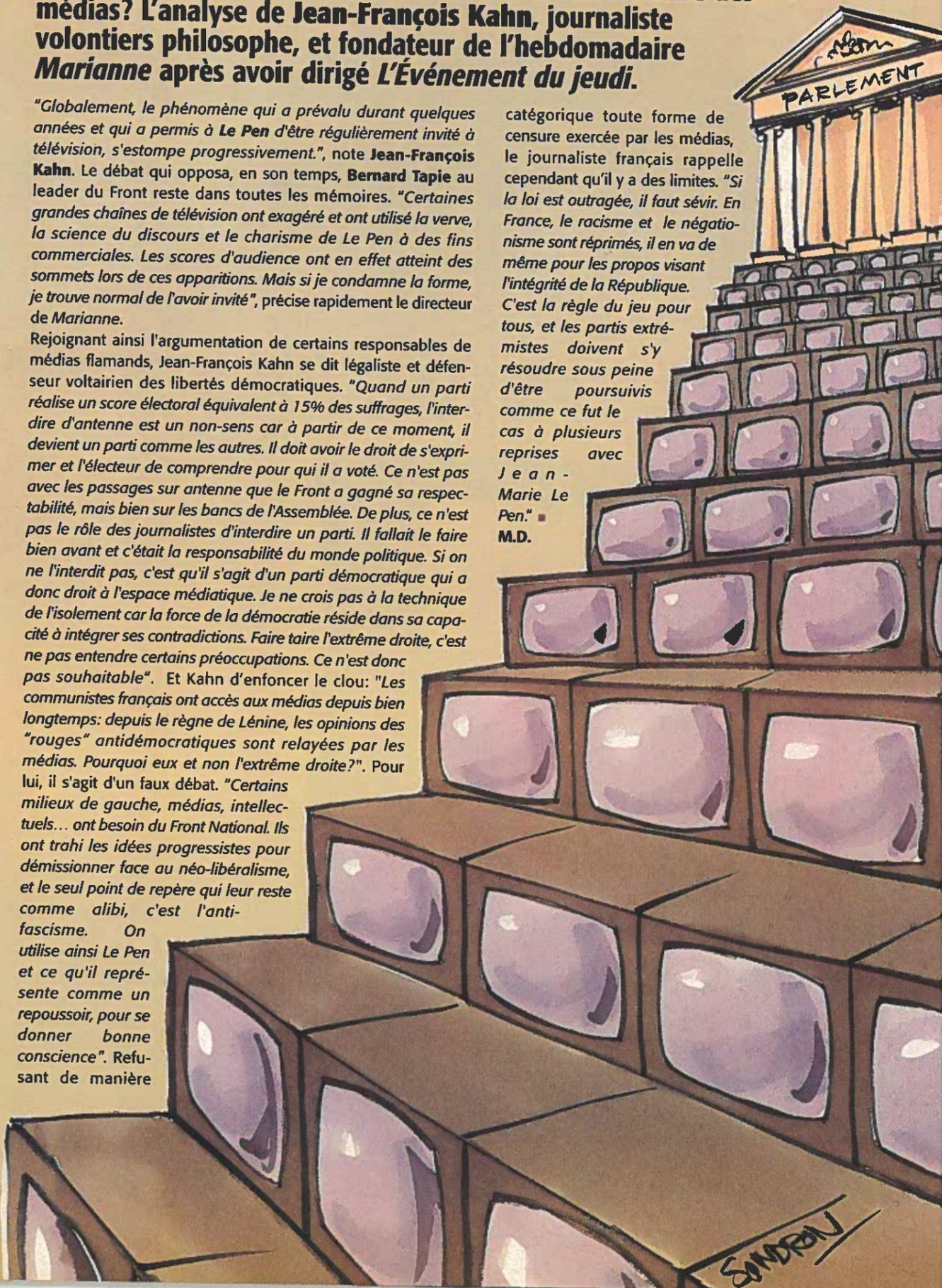
La démocratie doit gérer ses contradictions

Avant la Flandre, c'est la France qui a vu resurgir en force un parti extrémiste et xénophobe: le Front National de Jean-Marie Le Pen. Là aussi, le débat n'est pas encore clos: Le Pen est-il une créature des médias? L'analyse de Jean-François Kahn, journaliste volontiers philosophe, et fondateur de l'hebdomadaire *Marianne* après avoir dirigé *L'Événement* du jeudi.

"Globalement, le phénomène qui a prévalu durant quelques années et qui a permis à Le Pen d'être régulièrement invité à télévision, s'estompe progressivement.", note Jean-François Kahn. Le débat qui opposa, en son temps, Bernard Tapie au leader du Front reste dans toutes les mémoires. "Certaines grandes chaînes de télévision ont exagéré et ont utilisé la verve, la science du discours et le charisme de Le Pen à des fins commerciales. Les scores d'audience ont en effet atteint des sommets lors de ces apparitions. Mais si je condamne la forme, je trouve normal de l'avoir invité", précise rapidement le directeur de *Marianne*.

Rejoignant ainsi l'argumentation de certains responsables de médias flamands, Jean-François Kahn se dit légaliste et défenseur voltairien des libertés démocratiques. "Quand un parti réalise un score électoral équivalent à 15% des suffrages, l'interdire d'antenne est un non-sens car à partir de ce moment, il devient un parti comme les autres. Il doit avoir le droit de s'exprimer et l'électeur de comprendre pour qui il a voté. Ce n'est pas avec les passages sur antenne que le Front a gagné sa respectabilité, mais bien sur les bancs de l'Assemblée. De plus, ce n'est pas le rôle des journalistes d'interdire un parti. Il fallait le faire bien avant et c'était la responsabilité du monde politique. Si on ne l'interdit pas, c'est qu'il s'agit d'un parti démocratique qui a donc droit à l'espace médiatique. Je ne crois pas à la technique de l'isolement car la force de la démocratie réside dans sa capacité à intégrer ses contradictions. Faire taire l'extrême droite, c'est ne pas entendre certains préoccupations. Ce n'est donc pas souhaitable". Et Kahn d'enfoncer le clou: "Les communistes français ont accès aux médias depuis bien longtemps: depuis le règne de Lénine, les opinions des "rouges" antidémocratiques sont relayées par les médias. Pourquoi eux et non l'extrême droite?". Pour lui, il s'agit d'un faux débat. "Certains milieux de gauche, médias, intellectuels... ont besoin du Front National. Ils ont trahi les idées progressistes pour démissionner face au néo-libéralisme, et le seul point de repère qui leur reste comme alibi, c'est l'anti-fascisme. On utilise ainsi Le Pen et ce qu'il représente comme un repoussoir, pour se donner bonne conscience". Refusant de manière

catégorique toute forme de censure exercée par les médias, le journaliste français rappelle cependant qu'il y a des limites. "Si la loi est outragée, il faut sévir. En France, le racisme et le négationisme sont réprimés, il en va de même pour les propos visant l'intégrité de la République. C'est la règle du jeu pour tous, et les partis extrémistes doivent s'y résoudre sous peine d'être poursuivis comme ce fut le cas à plusieurs reprises avec Jean-Marie Le Pen." ■
M.D.



► Face à face

Faut-il tendre un micro à l'extrême droite?

La question divise le monde des médias et parfois les rédactions. Pour y voir plus clair, nous avons invité deux acteurs du paysage audiovisuel bruxellois à en débattre. **Jan De Troyer**, rédacteur en chef de TV Brussel et **Marc De Haan**, rédacteur en chef de Télé Bruxelles sont d'accord sur les fins mais pas sur les moyens.

par Marc DEBONT

Le Journal du Mardi: Comment avez-vous organisé la campagne électorale?

Jan De Troyer, TV Brussel: Nous avons invité plusieurs fois un représentant du Vlaams Blok, mais contrairement à ce qui se fait sur d'autres chaînes flamandes, nous nous sommes organisés afin qu'il ne dispose pas d'une tribune libre. Comme leur tactique avouée était de gagner des

voix du côté francophone, nous avons décidé de faire dire à Johan Demol ce que les francophones n'aiment pas: sa volonté de mettre un terme à la royauté, aux communes à facilité de la périphérie... Notre responsable de la rédaction avait été très bien préparé et cela a tellement bien fonctionné que Jos Chabert, qui était très critique, nous a proposé de vendre les images aux chaînes francophones afin de détruire l'image du Blok

chez les électeurs francophones.

Marc De Haan, Télé Bruxelles: Notre attitude envers les partis d'extrême droite n'a pas varié sous prétexte qu'on était en campagne électorale. Depuis la création de la chaîne, nous n'avons pas changé de position, nous parlons de l'extrême droite car c'est un phénomène à part entière mais nous n'invitons pas ses représentants en studio. Mais même si je ne suis

importance. Or pour moi, ils n'ont pas la même honorabilité, pas la même respectabilité. Je ne veux en aucun cas servir l'idée que tous deux sont sur un pied d'égalité. C'est très dangereux.

Le 13 juin, le Vlaams Blok est devenu le premier parti flamand à Bruxelles, mais aussi le seul parti d'opposition dans le groupe linguistique flamand du Parlement bruxellois. Comment allez-vous gérer cet état de fait?

Jan De Troyer: Nous n'adopterons pas l'attitude paternaliste qui consiste à dire ce qu'on peut entendre ou non. Qui sommes-nous pour décider que la population ne peut pas entendre certains propos... même s'ils sont dangereux? Parce qu'en Flandre, il est prouvé que la tactique du cordon sanitaire n'a pas fonctionné. Ce n'est pas parce qu'on n'en parle pas, que les gens ne savent pas ce que raconte le Vlaams Blok. Le fait d'en parler n'a pas accéléré le phénomène, je crois même que cela l'a freiné. Le Blok se sent très bien dans le rôle de victime et de bête noire. Les Belges savent que le Blok est raciste; alors, qu'ils le disent à la télévision, qu'est-ce que cela va changer? Ce n'est pas le messager qui est la cause du phénomène.

Marc De Haan: Moi j'ai une opinion totalement opposée. Je pense que c'est pratiquer la politique de l'autruche que de s'imaginer que nous (les médias) n'avons pas une responsabilité dans le renforcement de l'extrême droite en Europe. La télévision est un média très puissant qui frappe énormément les esprits et qui peut renforcer un parti. Ce n'est pas un hasard si en France, où les médias se sont peu à peu intéressés à l'extrême droite en lui donnant de plus en plus la parole, le Front National a pris une telle ampleur. Je pense que maintenant, les médias flamands ont une responsabilité dans la croissance du Vlaams Blok. Ce n'est sans doute pas leur objectif, mais c'est une réalité. De plus, la télévision est un média qui simplifie tout et qui est donc particulièrement favorable à ceux qui tiennent des discours simpli-

Jan De Troyer: "Si on ne voulait pas qu'ils soient légitimés, il fallait les interdire dès le début. Maintenant, ils sont au Parlement. C'est là qu'ils ont gagné leur respectabilité!"

pas d'accord avec le fait d'inviter Johan Demol en studio, je rends hommage à la manière subtile, pertinente et clairvoyante dont a procédé l'équipe de TV Brussel pour cette interview. Mais je ne l'aurais pas fait car je pense que malgré tout, cela a servi le Vlaams Blok.

Certains estiment que la simple présence du Vlaams Blok sur un plateau de télévision le légitime en le rendant plus respectable. Qu'en pensez-vous?

Jan De Troyer: Si on ne voulait pas qu'ils soient légitimés, il fallait les interdire dès le début. Maintenant, ils sont au Parlement. C'est là qu'ils ont gagné leur sérieux et leur respectabilité! Aux Pays-Bas, les partis qui ne respectent pas certaines dispositions concernant les Droits de l'homme, etc. ne reçoivent pas d'argent public. Si le Vlaams Blok n'avait pas eu les moyens de participer aux élections, on n'aurait pas eu de problème. Mais on a laissé faire et ils sont dans le processus démocratique. Je ne pense pas qu'on va les arrêter par cette tactique du cordon sanitaire.

Marc De Haan: À partir du moment où Johan Demol peut s'asseoir à côté de Jos Chabert (ndlr: ministre CVP sortant et véritable "dinosaur" de la politique bruxelloise), pour les téléspectateurs, Demol et Chabert ont la même



Marc De Haan et Jan De Troyer (3/4 dos)

ficateurs qui ne sont pas fondés sur de l'argumentation mais sur des slogans. Il n'y a rien qui passe mieux à la télé que des slogans! Or, que font ces partis? Ils lancent des phrases toutes faites, courtes, percutantes, qui choquent l'opinion publique et qui ont un semblant de vérité. La télévision les sert donc extraordinairement, car si on veut tenir un discours de vérité sur la société, c'est au contraire un langage complexe, plein de nuances qu'il faut assumer, et cela passe beaucoup moins bien à la télévision. C'est donc un jeu très dangereux que de donner la parole aux représentants de l'extrême droite. Je ne veux pas commettre l'erreur commise par les médias français. L'attitude flamande m'inquiète fortement.

Dans les médias flamands, les vues du Vlaams Blok sont prises en compte comme n'importe quelle position politique, est-ce normal?

Jan De Troyer: Oui, il faut les faire parler devant les caméras de manière intelligente. Je crois que c'est possible. Lors de l'interview de Demol, nous lui avons demandé ce qu'il proposait pour mettre fin aux embouteillages à Bruxelles. Il n'a pas répondu car la problématique est trop vaste et compliquée à expliquer. Elle ne l'intéresse donc pas. Si on ne se confronte pas à eux, on rentre dans leur jeu car ils aiment être exclus.

Marc De Haan: Je rends à nouveau hommage à la manière dont TV Brussel a mené l'interview de Demol. Aucune télévision n'avait réussi pareillement. Mais combien de temps pourront-ils tenir? De plus, en l'interrogeant de cette façon, on lui dit: "vous êtes un homme politique comme les autres et vous êtes susceptible de tenir un langage sur tout..." et en plus, on lui apprend à avoir un discours sur tout! Le Pen en France, où a-t-il appris le rôle d'homme politique, appris à argumenter, à parler de tout?... dans les médias! Qui furent ses professeurs? Les journalistes! Moi, je ne veux pas apprendre à Johan Demol à bien se comporter à la télévision! Je ne veux pas lui indiquer qu'il a intérêt à trouver des solutions aux embouteillages.

Jan De Troyer: Mais il n'a pas de solution aux embouteillages. Là vous êtes pessimiste. Quand il sera invité pour la deuxième fois, certes il ne se laissera plus prendre au piège car il sera mieux préparé, mais il n'aura pas davantage de vision à long terme. Je ne crois pas que



Marc De Haan: "Je pense que c'est pratiquer la politique de l'autruche que de s'imaginer que nous (les médias) n'avons pas une responsabilité dans le renforcement de l'extrême droite"

le Vlaams Blok ait des solutions pour la société. Pour l'avenir, je suis optimiste. Je crois que les partis démocratiques vont réagir. Ils vont s'attaquer aux problèmes des grandes villes, de la sécurité...

Marc De Haan: Le problème c'est qu'on ne maîtrise que ce qui se passe dans nos studios. On ne sait pas la façon dont les gens vont utiliser notre travail.

Jan De Troyer: Je ne pense pas que les citoyens soient stupides.

Les journalistes ont-ils les moyens d'enrayer l'extrême droite?

Jan De Troyer: Non. Si les partis traditionnels continuent à commettre des fautes dans la gestion de la société, c'est évident que le Vlaams Blok va gagner. Et là on risque de tomber dans le même cas de figure qu'en Allemagne dans les années 30. Mais cette situation qui s'appuie sur un contexte économique, social, politique, sécuritaire, on ne l'arrêtera pas en n'en parlant pas!

Marc De Haan: Je suis bien d'accord sur ce point-là, ce ne sont pas les journalistes qui vont mettre en échec les extrémistes. Je suis le premier à interpeller le monde politique que je trouve beaucoup trop tiède, peureux, beaucoup trop lent à s'engager dans la lutte contre le Vlaams Blok. La solution, c'est au monde politique de la trouver. Mais pour pouvoir leur demander de prendre leurs responsabilités, moi je prends les miennes.

Jan De Troyer: Je vais poser le problème autrement. Si le Blok n'avait pas été là, les partis traditionnels auraient-ils aujourd'hui un plan de sécurité?

Probablement non... est-ce que ce serait une bonne chose?...

Marc De Haan (interloqué): Vous vous rendez compte de ce que vous dites? À vous entendre, le Vlaams Blok est quelque chose de salubre pour la société!

Jan De Troyer: Je dis qu'ils ont mis le doigt sur certains problèmes qui ont été négligés pendant trop longtemps par les partis traditionnels. Et c'est parce qu'on les a laissés pourrir qu'aujourd'hui, le Vlaams Blok occupe le terrain. Pendant trop longtemps il a été seul sur le terrain de la sécurité. Or il s'agit d'un droit. Tout le monde doit pouvoir vivre en sécurité. Depuis deux ans, les autres partis se penchent sur le problème... enfin! Je suis convaincu que le phénomène Vlaams Blok va diminuer maintenant qu'ils ne sont plus les seuls sur ces sujets. Mais le fait d'en parler ou pas, cela ne changera rien!

Marc De Haan: Mais le Vlaams Blok progresse partout. À Anvers, à Malines et à Bruxelles, c'est le premier parti flamand. C'est quand même inquiétant. Les journalistes flamands doivent se poser des questions par rapport à ça! Quels rôles ont-ils vraiment joué là-dedans! Moi j'ai peur, car je ne veux pas que sous prétexte d'une objectivité mal interprétée, on scie la branche sur laquelle on est assis. Notre métier ne peut s'exercer que dans une démocratie et on doit gérer la démocratie. Sans elle, il n'y a pas de journalisme. Pour moi, il n'y a donc pas de complexe ni de retenue à avoir quand il s'agit de la défendre. J'aurais l'impression

d'adopter une attitude suicidaire en permettant à des partis comme le Vlaams Blok de marquer des points, ou de gagner des électeurs.

Professionnellement, je pense que l'extrême droite est l'ennemi de la presse. Si un jour le Vlaams Blok arrive au pouvoir, Jan sera en prison! **Dans votre gestion de la rédaction au jour le jour, êtes-vous libres de choisir vos interlocuteurs ou bien s'agit-il, là aussi, d'une décision politique?**

Jan De Troyer: La société dans laquelle nous vivons évolue. TV Brussel est en procès avec le Vlaams Blok. Il souhaite faire partie de notre conseil d'administration mais a essuyé un refus en 1^{ère} instance, parce que nos statuts interdisent l'entrée de personnes ne respectant pas les Droits de l'homme et ne prônant pas le respect entre les différentes communautés. Actuellement, le jugement est en appel. Mais nous devons aussi nous justifier devant d'autres

juges et là c'est plus intrigant. J'ai en effet été convoqué deux fois par la commission chargée des matières audio-visuelles du Vlaamse Raad pour m'expliquer sur un choix rédactionnel. Le Vlaams Blok avait porté plainte parce que je n'avais pas fait mention d'un de leurs communiqués de presse lors d'un reportage! C'est la première fois qu'un journaliste doit se justifier sur quelque chose qu'il n'a pas dit! C'est incroyable.

Marc De Haan: Je veux lancer un appel à ce sujet. Je trouve inouï de me retrouver devant les tribunaux pour justifier des choix rédactionnels. Qu'un juge soit amené à dire qui a raison entre un journaliste et un fasciste, c'est gravissime. Il faut que le monde politique démocratique prenne des mesures législatives pour garantir l'indépendance de la presse.

L'année prochaine, ce sont les élections communales. Quelle sera votre tactique ou votre ligne éditoriale?

Jan De Troyer: On ne peut pas encore dire comment cela se déroulera. Mais c'est vrai, un face à face entre Demol et le bourgmestre Duriau n'est pas à exclure d'office, il faut y réfléchir. Ce qui est sûr, c'est qu'on évitera de placer le Vlaams Blok dans une position de martyr ou de victime.

Marc De Haan: Il est évidemment trop tôt pour définir une ligne éditoriale mais il y a déjà une certitude: on ne tendra pas nos micros au Vlaams Blok et qu'il se sente martyrisé ou qu'il joue à la victime, peu m'importe. ■

► La doctrine Stalport

"Pas d'antenne pour les fachos", de l'idée à la pratique

1994, peu avant les élections communales. Feu Jean-Louis Stalport, alors administrateur général de la RTBF, lance à la cantonade le désormais célèbre "pas d'antenne pour les fachos". Cette prise de position va engendrer, dans la "Grande maison" mais également dans les autres médias, une réflexion en profondeur. Avec, à l'arrivée, un doctrine cohérente et confirmée par la jurisprudence du Conseil d'État.

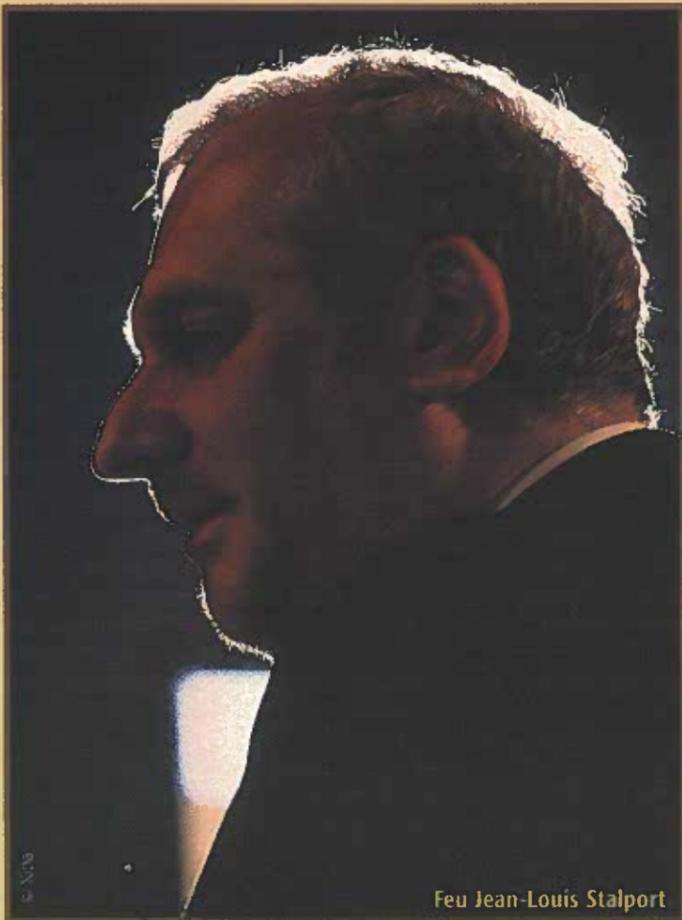
entretien avec Marc DEBONT

Le nouveau mot d'ordre a très vite obligé le service juridique de la RTBF à revisiter les notions de liberté d'expression et de droit à l'information. Contraints de se justifier devant les tribunaux sans avoir pu réfléchir plus en profondeur aux conséquences d'une telle position, les juristes de la RTBF vont essuyer un échec cinglant en juin 1994. La chaîne publique est en effet condamnée à diffuser la tribune électorale du Front

National, aussi bien en télévision qu'en radio. Même si le docteur Féret se montre peu à son affaire durant ces quelques minutes de propagande, l'affront ainsi fait à la ligne éditoriale de la 1^{re} chaîne entraîne la rédaction immédiate d'un nouveau règlement. Régissant l'apparition sur les ondes des partis politiques durant la campagne électorale, celui-ci prête moins le flanc à la critique car il est étayé de critères objectifs. Désormais, pour obtenir l'ac-

de l'extrême droite aux communales contraignent Jean-Louis Stalport à inviter les rédactions à se pencher sur une autre facette du problème: "Faut-il oui ou non, en dehors de toute campagne électorale, inviter les partis non-démocratiques aux débats de la RTBF?". En février 1995, les journalistes confirment qu'aucune invitation ne serait lancée aux représentants de partis extrémistes en vue d'une participation éventuelle aux débats télé-

Droits de l'homme (ndlr : liberté d'expression, d'association, de pensée, de religion...) ne peut être interprétée comme impliquant le droit de se livrer à une activité ou d'accomplir des actes visant la destruction des droits ou des libertés reconnus dans la Convention peut-on lire à l'article 17 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme. Pour Simon-Pierre de Coster, juriste à la RTBF, cela signifie "qu'on ne peut pas utiliser la liberté d'expression pour détruire cette même liberté. Or c'est précisément le programme des partis d'extrême droite." Ainsi développée, l'argumentation de la RTBF lui a permis de gagner les procès qui lui ont été intentés par Marguerite Bastien, présidente du Front Nouveau de Belgique (FNB), dissidence du Front National. Statuant sur le fond, le Conseil d'État a rendu le 9 juin dernier, un arrêt lourd de conséquences puisqu'il a reconnu que le Front Nouveau de Belgique était un parti raciste qui "ne respecte pas les principes démocratiques". Comme le statut de la RTBF lui interdit de diffuser des propos racistes et que le Pacte Culturel ne l'autorise pas à ouvrir son antenne aux partis ne respectant pas les principes de la démocratie, le Conseil d'É-



Feu Jean-Louis Stalport

Simon-Pierre de Coster: "On ne peut pas utiliser la liberté d'expression pour détruire cette même liberté. Or c'est précisément le programme des partis d'extrême droite"

cès à l'antenne, un parti politique doit être représenté simultanément à la Communauté française, à la Chambre et au Sénat. De plus, la liste pour les élections communales doit comprendre au moins un élu sortant. De cette façon, le Front National et les petits partis extrémistes furent privés d'antenne de façon tout à fait légale.

Mais la solution n'est qu'incomplète, car les résultats

sés de la chaîne publique. L'argumentation développée à l'époque est toujours d'actualité Boulevard Reyers: "Lors des débats, les invités s'expriment et débattent entre eux; dans ces moments-là, l'information ne se dit pas, elle s'illustre simplement. Ceux qui sont là le doivent essentiellement à notre volonté de les inviter", écrivait l'administrateur général après avoir rencontré les rédactions. "Traiter les partis extrémistes 'comme tout le monde' sera toujours la meilleure manière de les banaliser, de les mettre sur le même plan que les autres, de les authentifier en leur donnant la même 'dimension'... et donc la même respectabilité. Débattre, c'est échanger des arguments... et donc reconnaître qu'ils en ont!"

Et la liberté d'expression? "Aucune des dispositions de la Convention des

tat a jugé que la position de la RTBF était légale. Pour arriver à ce résultat, le service juridique de la chaîne publique a décortiqué le programme, les tracts et le site Internet du parti en question. Obstination récompensée, puisque c'est la première fois qu'une haute juridiction en Belgique décide aussi clairement qu'un parti prônant des idées racistes et xénophobes est par ce fait même non respectueux des principes de la démocratie.

À l'inverse de ce qui se fait dans les médias flamands (lire par ailleurs), ce n'est donc pas demain la veille qu'un membre du Vlaams Blok ou du Front National sera convié à un débat télévisé à la RTBF. "Mais cela ne nous empêche pas", signale Michel Konen, rédacteur en chef du Journal-Télévisé, "de parler du vrai visage de ces partis dans des émissions d'information comme 'Au Nom de la Loi'". ■

► **Jean Cornil**

La tactique flamande est un échec

En 1993, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme ouvrait ses portes. Sa mission: lutter contre toutes les formes de racisme. Les plaintes qu'il dépose contre des auteurs d'actes racistes commencent à porter leurs fruits. Mais que faire si des partis racistes passent à la télé?

entretien avec Marc DEBONT

Avec le temps, l'institution est aujourd'hui reconnue, par tous, pour le sérieux de ses positions. La prise de parole de l'extrême droite, Jean Cornil, directeur adjoint du centre, la combat fermement. **Le Journal du Mardi: Quelle est la position du centre sur cette problématique?**

Jean Cornil: Nous combattons toutes les formes de racismes et il est évident que les partis liberticides utilisent le racisme et la

rationnel du débat démocratique puisqu'il fait appel à des pulsions irrationnelles comme la peur de l'autre, la haine ou les problèmes d'identité... Il faut être extrêmement fort pour convaincre ceux qui sont tentés de voter extrême droite. Dans le débat entre Daniel Féret et Gérard Deprez il y a quelques années, même si le président du P.S.C. (à l'époque) était convaincant — mais il l'est de toute façon pour les antiracistes — je ne suis pas sûr qu'il ait convaincu le petit noyau d'électeurs du FN

par les grands médias de l'information, notamment la télévision, et l'évolution positive des scores électoraux est évident.

Cela veut dire que c'est la télévision qui "fait" les partis extrémistes?

Non bien sûr, il faut prendre en compte le contexte de vie. Si les gens votent Le Pen en France, c'est aussi parce que le tissu économique, social, culturel s'y prête. L'électorat du F.N. est constitué de 40 % de personnes qui se considèrent de gauche.

Flamands est démocrate, mais la crainte est telle que la tactique des responsables a été de ne pas créer un cordon sanitaire. Cela amène à une banalisation préoccupante du Vlaams Blok, qui apporte ses voix lors de certains votes, qui a un accès à la V.R.T... La question nationale est beaucoup plus développée en Flandre pour des raisons historiques extrêmement profondes, c'est un terreau favorable aux discours propagés par le Vlaams Blok.

Mais aujourd'hui, la tactique de la banalisation de ce parti est un échec puisqu'elle n'a pas permis d'endiguer sa progression. Je crois que la volonté des Flamands de ne pas faire de ce parti un martyr est une erreur politique de fond!

Est-il souhaitable de réduire au silence l'expression politique extrémiste?

Je suis d'accord avec ceux qui prônent l'interdiction immédiate des partis extrémistes comme cela s'est fait en Allemagne. Tout en n'oubliant pas de travailler sur les causes du phénomène.

Qu'est-ce qui fait reculer l'extrême droite? Une action vigoureuse de l'État! ■

“Les résultats électoraux du F.N. ont commencé à être plus importants quand Le Pen a eu accès aux grands médias”

xénophobie comme marchepied électoral. C'est l'incitation à la haine raciale, qui est fortement réprimée par la loi, que nous tentons de démasquer et de faire condamner. N'oublions pas que toute personne ou organisation qui prône par son discours une discrimination envers une communauté en raison de son ascendance, de sa nationalité ou de sa race est passible de sanctions pénales. C'est important de le rappeler! Nous, nous sommes là pour aider les personnes victimes de racisme mais aussi pour tenter de faire appliquer la loi. Il se fait que l'extrême droite a un discours raciste notamment vis-à-vis de la culture arabo-musulmane. Nous les poursuivons donc sur tous les fronts, la suppression de la dotation publique aux partis de l'extrême droite, l'instauration de la correctionnalisation du délit de presse à caractère raciste, le dépôt d'une proposition pour mettre en place l'inéligibilité des candidats condamnés pour incitation à la haine raciale... Il est donc normal que nous ayons une position radicale sur le sujet. Nous prônons l'interdiction d'antenne de ces partis.

Pourquoi?

Il faut utiliser tous les moyens démocratiques légaux pour empêcher la diffusion, via les médias audiovisuels ou par voie de presse, du discours de l'extrême droite. Nous nous appuyons sur différents arguments pour expliquer notre position. Du point de vue psychologique, le discours de l'extrême droite n'entre pas dans le schéma

qui eux, croient à l'invasion étrangère, à la menace de la souveraineté...

Inviter un représentant de l'extrême droite dans un débat, n'est-ce pas cependant la meilleure façon de montrer et de démonter leur discours?

Pour moi, débattre avec l'extrême droite n'est pas la bonne manière de faire valoir un certain nombre d'arguments. On pourra peut-être mettre en avant des mensonges sur la question des allocations familiales des étrangers, sur le nombre d'immigrés ou de demandeurs d'asile, mais je pense qu'il est plus intéressant de démonter leur stratégie en dehors d'un débat. De cette façon on peut aborder leurs vues sur le plan social: l'infériorisation de la femme, l'interdiction des syndicats, la suppression de toutes les allocations sociales... et révéler vraiment qui ils sont aux classes sociales en difficulté qui pourraient être tentées par de pareils discours.

Quel regard posez-vous sur la responsabilité des journalistes qui invitent sur leurs antennes des membres de l'extrême droite?

Je n'ai pas de jugement à porter, je voudrais simplement mettre en avant ce que deux journalistes de *Libération* ont eux aussi indiqué dans un livre. Les résultats électoraux du F.N. ont commencé à être plus importants quand **Le Pen** a eu accès aux grands médias (dans des émissions comme *L'Heure de Vérité* sur feu Antenne 2). Le parallélisme entre le relais de ce discours

Ce n'est pas en supprimant l'accès aux médias qu'on éliminera les tendances identitaires et nationalistes d'une population. Il est frappant de constater que si le Front National est aujourd'hui en baisse, ce fait n'est pas dû à une action vigoureuse de la démocratie, mais bien à un déchirement interne. En Belgique, la position des médias francophones est claire et je les en félicite: pas d'antenne pour l'extrême droite.

Comment expliquez-vous la différence de politique éditoriale de part et d'autre de la frontière linguistique?

Je crois qu'il y a une manière d'approcher l'extrême droite en Flandre qui est extrêmement différente. Je crois qu'il y a une peur beaucoup plus importante due sans doute au nationalisme flamand. Mais il ne faut pas diaboliser les Flamands, c'est une évolution européenne que de voir ce genre de partis progresser. En Italie, ils sont au gouvernement, en Allemagne ils étaient importants avant d'être dissous, en Autriche, ils gouvernent une région. Les Flamands n'ont pas le monopole et il ne faut pas croire qu'il y a une complaisance pour les idées extrémistes. Une majorité de

